




Le bulletin de
veille



#271 Bulletin du 11 septembre 2020



► Les nouvelles zones d'emploi de 2020

Institut national de la statistique et des études économiques
Insee Premières, n° 1814, septembre 2020

L'Insee publie un découpage actualisé en zones d'emploi. Ces nouvelles zones d'emploi partagent la France en 306 zones. Sept profils se distinguent selon leur principale orientation économique. L'Insee diffuse une étude nationale, des études régionales ainsi qu'une carte des zones d'emploi au 1er janvier 2020.

Aménagement du territoire

► Il faut briser les dogmes de l'aménagement et de l'urbanisme pour penser la ville de demain

Horizons publics, mai-juin 2020. pp. 20-26

Entretien avec Jean-Marc Offner, à propos de son dernier ouvrage « Anachronismes urbains » dans lequel il dénonce des orientations qui continuent à structurer l'aménagement et l'urbanisme français alors qu'elles ne sont pas parvenues en un demi-siècle à atteindre les résultats que l'on en attendait. Ce sont ainsi les dogmes de l'étalement urbain, du périurbain, de la mixité résidentielle, des transports collectifs publics, du bon périmètre, de l'investissement et de la construction qui sont passés en revue. Un préalable nécessaire à la bifurcation écologique qui nous attend.

Action Cœur de Ville

► Forum des solutions. L'innovation en partage dans les cœurs de ville

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) - Action Cœur de Ville

Juillet 2020. 72 p.

Cet ouvrage, reflet du premier cycle de conférences du Forum des solutions, prolongement physique du programme Action Cœur de Ville, met en lumière des initiatives originales de revitalisation dans les

cœurs de ville. Loin d'être exhaustif face à la créativité d'ores et déjà enclenchée sur le territoire, ce guide regroupe une vingtaine d'opérations exemplaires. Regroupées autour de cinq thématiques (commerce, culture, habitat, urbanisme transitoire et nature en ville), elles sont le résultat de l'imagination et de la capacité d'innovation des élus, des concepteurs et des citoyens. Élaboré en concertation avec les élus et les acteurs économiques des territoires, le programme national Action Cœur de Ville dans lequel s'inscrit le Forum des solutions mobilise 5 milliards d'euros pour redynamiser les centres villes. Il vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

► **Action Cœur de Ville. Pour les patrimoines**

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) - Action Cœur de Ville, septembre 2020. 28 p.

Véritable « carte de visite » de la ville, participant de son identité singulière à laquelle ses habitants sont très attachés et contribuant à son attractivité durable, le patrimoine est un enjeu pleinement identifié par les villes bénéficiaires du programme Action Cœur de Ville. Ainsi, la quasi-totalité des 222 conventions-cadre qui ont été signées par les collectivités avec l'Etat, les partenaires financiers, voire avec les Régions, Départements et autres opérateurs divers, etc. accordent une place substantielle à la valorisation du patrimoine dans l'axe thématique de l'aménagement urbain et paysager de leur projet. Après deux années de mise en oeuvre du programme, tous les acteurs nationaux, régionaux et locaux relèvent la place significative des patrimoines dans les projets des 222 villes bénéficiaires. Afin de soutenir la mobilisation des élus, des services de l'État et des acteurs professionnels autour des enjeux patrimoniaux dans l'aménagement urbain, et ainsi renforcer la dimension patrimoniale des villes ACV, la direction du programme a confié en janvier 2020 à l'association *Sites et Cités remarquables de France* la réalisation d'une étude visant à évaluer la place des patrimoines et les actions engagées sur ce thème dans les projets Action Cœur de ville.

► **Baromètre de l'immobilier des villes moyennes**

Conseil supérieur du notariat (CSN) ; Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) - Action Cœur de Ville, septembre 2020. 6 p.

Né de la volonté commune de la direction du programme national Action Cœur de Ville (ACV) et du Conseil supérieur du notariat (CSN) de développer un outil permettant de mieux connaître les évolutions de l'immobilier dans les villes moyennes, ce Baromètre de l'immobilier des villes bénéficiaires du programme Action Cœur de Ville a vocation à être reconduit tous les ans. Il permettra ainsi de suivre et d'analyser la dynamique de ce marché à part entière.

Centre ville

► **Revitalisation des centres-villes : l'impact de la crise covid-19**

SCET

***Tendances*, #7, juillet 2020. 20 p.**

Au-delà de sa dimension sanitaire, la crise provoquée par la covid-19 a des conséquences économiques, sociales et environnementales dont l'impact risque d'être majeur pour les villes moyennes, nombre d'entre elles étant déjà fragilisées par les ajustements des dernières décennies.

Qu'en sera-t-il de leurs centres-villes, facteur essentiel de renouveau ? Touchés de plein fouet durant la période de confinement, les commerces de proximité ne vont-ils pas subir un nouveau recul, amenant à repenser les programmes en cours tels qu'Action Coeur de Ville ? Dans le même temps, des évolutions se sont accélérées à la faveur du confinement : c'est le cas du numérique qui a d'ores et déjà modifié les comportements (télétravail, commerce en ligne) et dont la généralisation pourrait constituer un atout pour les villes moyennes et les petites centralités. Ce nouveau numéro *Tendances* publié par la SCET analyse les conséquences de cette crise et propose 4 leviers pour y remédier, avec une conviction renouvelée : les villes moyennes et les petites centralités garderont toute leur pertinence dans l'écosystème territorial français si elles réussissent leur transition vers une meilleure résilience économique, sociale et environnementale.

► **Les centres des villes et villages, enjeux et perspectives pour Aix-Marseille-Provence**

Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam)

Regards Habitat, n° 96, juillet 2020. 12 p.

Témoins des transformations et des évolutions de nos villes, les centres ont été progressivement érigés au rang de territoires prioritaires. Leur reconquête anime de nombreux débats. La montée en puissance des enjeux de revitalisation des centres des villes et des villages illustre bien la volonté partagée de les replacer au cœur d'un système territorial. Elle s'accompagne d'un foisonnement de dispositifs, d'acteurs... A travers ce *Regards*, l'Agam livre une analyse sur la situation des centres-villes de la métropole Aix-Marseille-Provence, leurs dynamiques, leurs enjeux et leurs perspectives.

Cohésion sociale

► **Génération nouvelles : construire les solidarités de demain**

Cese - Danièle Dubrac ; Djamal Teskouk

Avis du Cese, n° 2020-15, juillet 2020. 211 p.

Dans une France confrontée aux défis écologiques, économiques et sociaux, l'inquiétude de l'avenir s'accroît, les inégalités se creusent, la mobilité sociale ne fonctionne plus et la pérennité du « pacte de solidarité » est questionnée. Toutes les générations sont concernées, la jeunesse dont l'entrée dans la vie active, marquée par la précarité, s'allonge, les personnes âgées confrontées au risque de dépendance et aux difficultés multiples qu'elle entraîne. Pour réfléchir à un monde plus solidaire, le Cese a associé aux travaux d'une commission temporaire un groupe citoyen dont la moitié des membres a moins de 35 ans. Leurs travaux s'interpellent et se complètent : lutte contre l'assignation sociale, renforcement de la solidarité intergénérationnelle et association des populations aux processus de décisions publiques. Ils ont partagé ces nouvelles visions des nécessaires transformations de la société et ont conclu leurs travaux par un « récit » commun.

► [L'avis](#) ► [La synthèse](#)

Collectivités territoriales

► **Les collectivités territoriales face au Covid-19**

Sénat (Délégation aux collectivités territoriales) - Jean-Marie Bockel, François Bonhomme, Daniel Chasseing et al.

Rapport d'information, n° 625, 10 juillet 2020. 116 p.

La crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Covid-19 a contraint les collectivités territoriales à s'organiser rapidement et efficacement. Travail à distance, conseils municipaux virtuels, recentrage sur les services essentiels ; les élus ont démontré des capacités d'adaptation et une réactivité exceptionnelles. Cette crise a toutefois remis en lumière ce qu'une majorité d'entre eux souligne depuis trop longtemps, à savoir la complexité du dialogue avec l'État et la coordination avec ses services. Le présent rapport, à travers l'expérience vécue par les acteurs de terrain durant cette crise, présente des pistes concrètes pour mieux faire face, à l'avenir, à de telles épidémies. Certaines d'entre elles se retrouvent déjà dans les propositions formulées par le Président du Sénat sur la nouvelle étape de décentralisation « 50 propositions pour le plein exercice des libertés locales ».

► [Le rapport](#)

Commerce

► Le commerce à l'heure de l'hypermobilité des périurbains : l'exemple de Saint-Brieuc

Iwan Le Clec'h

Géoconfluences, août 2020.

La périurbanisation a fortement recomposé l'offre commerciale dans les couronnes des villes moyennes. Le mode de vie des périurbains, en particulier des jeunes couples bi-actifs, repose sur l'usage de l'automobile et sur une hypermobilité visant à optimiser les déplacements et les actes d'achat. L'offre évolue en conséquence, quittant les centres-bourgs pour les accès routiers et proposant de nouvelles formes commerciales (drive, consigne, multiservices...).

Développement économique

► Territoires d'industrie : analyse des binômes élus-industriels au cœur du dispositif

AdCF, juillet 2020. En ligne

Les 148 Territoires d'industrie sont animés au niveau local par un binôme élu-industriel. L'AdCF a analysé leur composition afin de mieux comprendre le profil des parties prenantes engagées dans le programme. Il en ressort une surprenante diversité, en matière de type d'entreprises (PME, ETI, grande entreprise ou filiale de groupe) ainsi qu'en termes de filières. Cette diversité est une force non négligeable, dans la mesure où elle esquisse une diversification de l'économie nationale. En matière de profils, on constate néanmoins une plus forte homogénéité des types de profils.

► Relocaliser la production après la pandémie

Paul-Adrien Hyppolite

Fondapol, 1er septembre 2020. 72 p.

La crise sanitaire du Covid-19 a mis en lumière notre dépendance aux importations pour la consommation de biens essentiels, à l'instar des masques de protection respiratoire. De cela est né un mouvement en faveur des « relocalisations industrielles » qui a trouvé un écho dans divers pans de la société, transcendant bien souvent les clivages politiques habituels. Dans cette note, les auteurs montrent que les relocalisations, entendues comme le rapatriement de productions autrefois réalisées sur notre territoire, devraient toutefois rester cantonnées à des cas très particuliers, pour motif impérieux et en l'absence d'alternatives plus efficaces comme le stockage, la diversification ou

l'approvisionnement au niveau européen.

► Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise... Introduction à des approches croisées du fait industrialo-urbain

Simon Edelblutte

Revue Géographique de l'Est, vol. 58/3-4, 2018, mis en ligne le 23 juillet 2020.

Ce numéro analyse les liens entre l'industrie et la ville, sur un temps long, dans une géohistoire des formes industrialo-urbaines, selon des approches et méthodes variées et sur des terrains multiples et à échelles différentes (Grand Est, France, Roumanie, Royaume-Uni, Espagne, États-Unis...). Les termes de ville-usine, village ouvrier, ville industrielle, etc. sont discutés et remis dans le contexte de l'évolution de la géographie économique et industrielle ; suivis de huit articles proposant différentes approches.

Education

► Evaluer les cités éducatives, et après ? (Podcast)

Jean-Marc Berthet

Centre de ressources Irev Hauts-de-France, juillet 2020. 19 mn

Afin de faire un premier bilan de cette année écoulée et de dresser quelques pistes de perspectives pour la rentrée, l'Irev a donné la parole à Jean-Marc Berthet, sociologue, qui a accompagné les Cités éducatives Hauts-de-France lors du cycle de préfiguration en 2019 et appuie également les cités éducatives d'Ile-de-France.

Emploi

► Chômage et territoires : quels modèles de performance ?

France Stratégie - Coline Bouvartet, Vincent Donne

Document de travail, n° 2020-12, juillet 2020. 140 p.

Que nous apprennent les cartes de France des taux de chômage en 2006 et en 2018 ? D'abord, les disparités entre zones d'emploi apparaissent très marquées, allant de 4,5 % aux Herbiers en Vendée à 16,5 % à Agde-Pézenas. Ensuite, ces disparités évoluent peu au fil du temps : sur la période étudiée, 80 % des zones d'emploi ont connu une évolution de leur taux de chômage comprise dans un intervalle d'un point autour de la moyenne nationale. Et les bonnes performances sont malheureusement beaucoup plus rares que les mauvaises en 2018 comme en évolution sur douze ans.

► [Le Document de travail](#) ► [La Note d'analyse](#)

Evaluation

► Conduire et partager l'évaluation des politiques publiques. Etude annuelle 2020

Conseil d'Etat, 3 septembre 2020. 199 p.

Dans un contexte de défiance entre citoyens et responsables publics, l'évaluation des politiques publiques peut jouer un rôle central, en apportant à notre démocratie des analyses fiables et factuelles pour éclairer le débat public et la décision. Dans l'étude qu'il publie aujourd'hui, le Conseil d'État fait le point sur l'évaluation en France : celle-ci a beaucoup progressé, mais reste encore trop éloignée du monde de la recherche et souffre parfois de faiblesses organisationnelles. Surtout, elle n'est pas assez partagée avec les citoyens et utilisée par les décideurs. C'est pourquoi le Conseil d'État formule 20

propositions pour se donner les moyens et l'ambition de mieux évaluer, renforcer le cycle vertueux de l'évaluation et utiliser réellement les évaluations dans la délibération démocratique et l'action publique.

► [L'étude](#) ► [Le dossier de presse](#)

Formation - Qualification

► **Attractivité des métiers de l'industrie et des territoires d'industrie - Recrutement et capital humain dans les bassins d'emplois industriels**

Assemblée des Communautés de France (AdCF)

Note d'analyse, n°3, juin 2020. 46 p.

Le développement des activités industrielles dans les territoires induit des besoins spécifiques en main d'œuvre et en compétences. Ces dernières années, les recrutements dans le secteur de l'industrie sont devenus particulièrement complexes à réaliser, à la fois sur des postes très qualifiés (ingénieur, chercheur), mais surtout sur des postes de techniciens qualifiés. Aussi, une réflexion sur les enjeux et leviers de développement des compétences dans les Territoires d'industrie présente tout son intérêt. La présente note a été réalisée grâce à l'exploitation de 250 fiches actions liées à l'attractivité des métiers et territoires industriels, réalisées par les collectivités intercommunales et leurs partenaires économiques et institutionnels de terrain dans le cadre du programme national Territoires d'Industrie.

► **Quand l'offre de formation de l'Éducation nationale s'adapte aux besoins des territoires**

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) - Françoise Kogut-Kubiak

Cereq Bref, n° 393, juillet 202. 4 p.

La question de l'adaptation locale des diplômes aux besoins en compétences des entreprises est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics. Il existe du côté du ministère de l'Éducation nationale deux formes spécifiques d'adaptation locale de l'offre de formation : les formations complémentaires d'initiatives locales (FCIL) et, plus récemment, la « coloration » des diplômes, selon les termes des acteurs territoriaux du système éducatif. L'étude du Céreq apporte un éclairage sur ces deux modalités, encore peu développées et trop souvent méconnues.

Géographie électorale

► **Pour qui vote la France des villes moyennes ?**

Achille Warnant

Fondation Jean Jaurès, août 2020. 16 p.

Bascule historique sur le plan national, avec une poussée des écologistes principalement dans les grandes villes ? Des villes moyennes et un monde rural qui se sont donnés à la droite ? La réalité est plus complexe qu'il n'y paraît. Dans la poursuite de son travail sur les villes moyennes, Achille Warnant livre une analyse éclairante du dernier scrutin municipal dans les villes de plus de 15 000 habitants.

Inégalités

► **Conditions de vie des jeunes femmes en zone rurale : des inégalités par rapport aux hommes ruraux et aux urbaines**

Laurie Pinel (DREES)

Études et Résultats, n° 1154, juillet 2020. 6 p.

Fin 2014, un quart des jeunes adultes de 18 à 24 ans vivent en territoire rural. Parmi eux, 45 % sont des femmes, contre 50 % en milieu urbain, selon l'enquête nationale sur les ressources des jeunes de la DREES et de l'Insee. Cette sous-représentation peut s'expliquer par le fait que les jeunes femmes en milieu rural quittent leur territoire d'origine plus souvent que les hommes, au moins de façon temporaire, notamment pour leurs études. Celles qui restent suivent des études moins longues que les jeunes femmes urbaines et visent davantage un diplôme de niveau bac+3. Sorties d'études, elles accèdent aussi souvent à l'emploi que les jeunes femmes urbaines, mais, compte tenu de diplômes moins élevés, occupent plus fréquemment des postes d'intérimaires, ont plus souvent des contrats à durée déterminée et des horaires de travail irréguliers. Elles trouvent cependant moins souvent un emploi à l'issue de leurs études que les hommes (59 % contre 64 %) ce qui n'est pas le cas en zone urbaine (61 % contre 59 %).

► **Études, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ?**

Laurie Pinel (DREES)

Études et Résultats, n° 1155, juillet 2020. 8 p.

Fin 2014, 1,2 million de jeunes de 18 à 24 ans vivent dans les territoires ruraux, soit un quart des jeunes adultes à ces âges. Les jeunes quittent plus souvent les zones rurales pour le milieu urbain : 26 % de ceux dont les parents vivent en zone rurale habitent dans une zone urbaine, contre 2 % dans la situation inverse. En zone rurale, moins de la moitié des 18-24 ans sont en cours d'études. Ils visent des études plus courtes, en majorité au niveau bac+3 – quand les urbains souhaitent plus souvent atteindre un bac+5 – et sont plus attirés par des études en apprentissage. À l'issue de leurs études, les jeunes accèdent aussi souvent à l'emploi dans les deux types de territoire, mais les zones rurales sont marquées par des inégalités de genre que l'on n'observe pas en milieu urbain. Enfin, les ressources des jeunes ruraux (revenus du travail, aides sociales, aides des parents) sont proches de celles des jeunes urbains à autres caractéristiques identiques.

Logement

► **Pour une politique du logement inclusive et écologique dans les territoires**

Benoît Calatayud, Emmanuelle Cosse

Fondation Jean Jaurès, 3 septembre 2020. 6 p.

En obligeant tout un pays à se confiner à domicile pendant plusieurs semaines, la crise du coronavirus a mis en lumière le rôle particulier du logement dans les inégalités françaises. Prix du mètre carré inabordables dans le centre des métropoles, périphéries enclavées, insalubrité, promiscuité, précarité énergétique : pour la Fondation Jean-Jaurès, Emmanuelle Cosse et Benoît Calatayud détaillent comment les nouveaux mandats municipaux constituent une opportunité pour les villes de mettre en place des politiques du logement ambitieuses, visant à assurer à chacun un logement décent, rénové, et orientées vers le « parcours résidentiel » des habitants.

► **La planification urbaine et le logement des classes populaires dans la ville**

Eddazi Fouad

Droit et Ville, 2020/1 (n° 89). pp. 219-235

D'hier à aujourd'hui, le sujet du logement des classes populaires interroge sur l'existence d'habitats adaptés aux moyens des classes sociales les moins fortunées, sans rogner sur leur qualité. La présente contribution se propose d'examiner comment la planification de l'urbanisme peut y contribuer.

Métropolisation

► Faut-il fuir les métropoles ?

Claire Desmares-Poirrier, Guillaume Faburel

Journées d'été des écologistes 2020, Pantin, 20 au 22 août 2020. Vidéo 58 minutes

Partout dans le monde, le poids démesuré atteint par les formes métropolitaines est un puissant vecteur de mutations économique, sociale, politique et écologique. L'hypertrophie des métropoles pèse sur les ressources et la biodiversité au point de remettre en cause leur propre habitabilité et celle des territoires. Pour regagner des marges d'autonomie et faire baisser la pression sur le vivant, faut-il encourager l'exode urbain ? Ce mouvement peut-il s'inscrire dans un projet plus politique de construction de sociétés post-urbaines ?

► [Toutes les interventions et tables rondes](#)

► La « métropolisation », c'est mal, mais c'est quoi exactement ?

Olivier Razemon

Blog « l'interconnexion n'est plus assurée », 18 août 2020.

Qu'elle soit « débridée », « incontrôlée », « massive », ou juste « hyper », personne n'aime la métropolisation. Personne ne sait non plus de quoi il s'agit au juste. Le terme peut qualifier, selon les lieux et les circonstances, des phénomènes très divers.

Montagne

► Pour une montagne 4 saisons

Cyril Pellevat

Sénat (Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)

Rapport d'information, n° 635, 15 juillet 2020. 45 p.

La fermeture anticipée des stations de ski à partir du 14 mars dernier du fait de la crise sanitaire, a éprouvé les territoires de montagne et l'ampleur des conséquences économiques n'est pas connue à ce jour. C'est le principal constat dressé dans ce rapport, adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable le 15 juillet 2020, à l'issue d'un cycle d'auditions réalisé par Cyril Pellevat dans le cadre du groupe d'études « Développement économique de la montagne ». La Commission considère que le temps d'un « acte III » de la loi Montagne n'est pas encore venu et affirme trois priorités déclinées en 3 axes de recommandations :

Axe 1 : poursuivre l'adaptation des normes et des services essentiels à la population aux spécificités des territoires de montagne

Axe 2 : assurer le maintien et le développement des activités économiques en zones de montagne

Axe 3 : accompagner les territoires de montagne dans l'adaptation au changement climatique

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

Organisation territoriale

► Comment représenter les territoires aujourd'hui ?

Dossier coordonné par Patrick Le Lidec

Horizons publics, mai-juin 2020. pp. 30-85

Les découpages territoriaux ont été utilisés pour représenter les populations et se sont institutionnalisés ; au fil du temps, des collectivités ont été reconnues et ont gagné en compétence et en légitimité, jusqu'à ce que la révision constitutionnelle de 2003 consacre l'organisation décentralisée de la République. Cette consécration ne s'est pas accompagnée d'une révision des modalités de la représentation des territoires. L'abstention record des municipales 2020 pose cependant aujourd'hui clairement la question de la crise de notre démocratie représentative. La peur de l'épidémie de Covid-19 ne peut pas expliquer à elle seule une telle désaffection pour un scrutin qui représente le premier échelon de la proximité. Et si ce recul de la participation était aussi lié aux modes de scrutin et aux découpages électoraux qui ne prendraient pas suffisamment en compte la diversité et l'évolution de la population des territoires ? Fruit d'une mécanique complexe, d'un savant dosage de contraintes et d'un subtil jeu des acteurs politiques en présence, le découpage des circonscriptions ne fait pas l'élection mais a des conséquences sur la représentation des territoires.

Pôles de compétitivité

► Les pôles de compétitivité : quels résultats depuis 2005 ?

France Stratégie, Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

Note de synthèse, août 2020. 12 p.

La politique des pôles de compétitivité a fait l'objet de plusieurs études d'impact qui se sont centrées sur sa capacité à inciter les entreprises à investir davantage en R & D. Or cette politique vise aussi à développer les relations partenariales entre acteurs publics et privés pour renforcer les synergies favorables à la création de richesses et d'emplois. Les évaluations menées jusqu'ici ont peu abordé ce second objectif, pourtant central. Dans cette étude, France Stratégie et l'ANCT apportent un éclairage plus large en se fondant sur une analyse spatiale des effets d'entraînement intra et inter-départements induits par les pôles. Cette note s'attache également à mesurer la capacité des pôles à développer des réseaux interentreprises ainsi qu'à évaluer leurs effets sur les performances économiques des entreprises et leurs dépenses de R & D. Les données disponibles à la date de réalisation de ces travaux s'arrêtaient en 2015.

Politique de la ville

► Travail et jeunesse des quartiers populaires : je t'aime moi non plus

Labo-Cités (Centre de ressources politique de la ville Auvergne Rhône-Alpes)

Cahiers du Développement social urbain, n° 71, premier semestre 2020. 48 p.

Ce numéro des *Cahiers du Développement social urbain* propose de revisiter les cadres d'analyse pour appréhender les enjeux actuels auxquels les jeunes des quartiers prioritaires doivent faire face en matière de formation et d'emploi. La jeunesse d'aujourd'hui a-t-elle un rapport au travail différent des générations précédentes ? La réponse est oui, sans conteste. Plusieurs écueils (ségrégation spatiale, fragilité économique et sociale...) s'ajoutent aux difficultés auxquelles tous les jeunes sont habituellement confrontés en matière de formation et d'emploi. Ce numéro s'intéresse également aux pratiques des professionnel.les en montrant que des solutions existent à tous les niveaux pour casser la spirale qui exclut de l'emploi une partie des jeunes résidant en quartier prioritaire. Il fait la part belle

aux témoignages des jeunes, les premiers concernés par le sujet, tout en donnant la parole aux chercheurs et aux acteurs de terrain.

► [Lire un extrait](#)

Revitalisation des centres bourgs

► Revitalisation des centres-bourgs. Recueil de fiches thématiques

Cerema, juillet 2020. 184 p. Coll. *Expériences et pratiques*

Le Cerema a accompagné, auprès d'autres partenaires, le programme national pour la revitalisation des centres-bourgs. Parmi ses missions, le Cerema a capitalisé et produit une série de fiches territoriales et thématiques avec des solutions et des outils pour lutter contre la dévitalisation de ces territoires. Ces fiches mettent en avant les problématiques particulières des projets de revitalisation des centres-bourgs. Elles apportent des éléments de réponse et présentent des bonnes pratiques que le programme expérimental entend voir diffuser au sein des réseaux de centres-bourgs, bien au-delà des seuls lauréats du programme. Chaque fiche comprend plusieurs volets : le contexte, la stratégie et les enjeux territoriaux, les axes principaux du projet de revitalisation et un zoom sur l'une des actions mises en œuvre. Les 14 fiches thématiques, regroupées dans un recueil, mettent en avant des méthodologies, des leviers et des retours d'expériences diversifiés en lien avec les grands axes du programme sur les thèmes suivants : gouvernance, participation, innovation, commerce, tourisme, transition énergétique, construction durable, paysage, développement numérique, vieillissement, habitat, espaces publics, patrimoine, culture.

Rural

► Appréhender les territoires ruraux dans les études de la DREES - Construction d'une typologie à partir des zonages d'étude existants

Nathalie Missègue (DREES)

***Les Dossiers de la DREES*, n° 63, juillet 2020. 36 p.**

Les productions et travaux d'études de la DREES nécessitent régulièrement de différencier finement les territoires, en distinguant l'urbain du rural, mais en appréhendant aussi la ruralité dans sa diversité. En effet, les communes rurales constituent un niveau pertinent d'analyse de nombreuses politiques publiques, qu'elles intègrent explicitement l'échelon local – comme la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté – ou implicitement par exemple là travers les enjeux de l'accessibilité de certains équipements. La différenciation des territoires ruraux vs. urbains apporte ainsi un éclairage approprié lorsque l'on étudie, par exemple, les conditions d'accueil des enfants, l'accessibilité des seniors aux établissements pour personnes âgées, mais aussi le niveau de vie des bénéficiaires de minima sociaux et la structure de leurs dépenses contraintes, etc. L'objectif de cette étude est d'identifier parmi les zonages ce qui permettrait de prendre en compte au mieux à la fois le caractère urbain de certains territoires et la ruralité dans ses diverses facettes, ou à défaut d'en proposer une combinaison et adaptée aux besoins de la DREES.

► La campagne : rester, partir, revenir

France Culture

Emission "*Nos géographies*", 3 septembre 2020. 57 mn

L'émission s'intéresse à la géographie rurale. Trop souvent résumé à la fonction agricole, cet adjectif s'applique à tout l'espace organisé par ceux qui vivent hors des villes, ce qui ne veut pas dire contre elles. Rural est un adjectif qui qualifie tout ce qui concerne la vie dans les campagnes, son économie, son habitat, ses changements parfois radicaux, l'adhésion ou l'abandon. Invités : Pierre Cornu, historien de la géographie rurale, Pierre-Marie Georges, docteur en géographie, chercheur associé au Laboratoire d'études rurales de l'université Lumière Lyon 2, et Benoît Coquard, sociologue à l'Institut de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), auteur de « Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin » aux éditions la Découverte.

Santé

► Pour une offre de soins de qualité et de proximité dans les territoires

Contribution de l'APVF. Septembre 2020. 18 p.

L'APVF propose une transformation de notre système de soins et l'instauration d'une véritable démocratie sanitaire dans les territoires fondées sur la proximité et une logique de coopération entre tous les acteurs du système de soins. Avec un chantier prioritaire : la lutte contre la désertification médicale.

Territoire

► Construire la résilience territoriale pour anticiper les chocs à venir

Coordination « bouclier anti-Covid » des maires franciliens (COMIF)

Fondation Jean Jaurès, août 2020. 36 p.

La crise due au coronavirus a durement touché la région Île-de-France du point de vue sanitaire comme en termes économiques et sociaux. Pour y faire face, une coordination de près de trente communes s'est constituée afin de partager les difficultés rencontrées et d'échanger sur les bonnes pratiques mises en place, les maires devenant ainsi les chefs d'orchestre de la construction d'une véritable résilience territoriale.

Tiers-lieux

► Les tiers-lieux peuvent-ils dynamiser l'économie ?

Juliette Bompont, Fabrice Lextrait, Patrick Lévy-Waitz, Olivier Audet

France Inter, « Le débat de midi », 28 juillet 2020. Audio 55 minutes

Le tiers-lieu, c'est un espace hybride, à mi-chemin entre domicile et travail. On peut y travailler comme y faire la fête, pratiquer le yoga ou retaper son vélo. Fabriquer des masques aussi... Un ovni pour le grand public, mais sur lequel le gouvernement compte énormément. Les tiers-lieux peuvent-ils dynamiser l'économie ?

Transfrontalier

► Travail et coopération à travers les frontières

Réalités industrielles - Annales des mines, n° 2020/3, juillet-août 2020. 110 p.

Le présent numéro s'attache à donner un panorama d'ensemble du fait frontalier et de son importance pour la France. La première partie est consacrée aux aspects institutionnels et d'infrastructure de la coopération transfrontalière. La seconde est plus focalisée sur les travailleurs frontaliers.

Transitions

► Quel modèle économique pour la transition écologique ?

France Culture

Emission « *La conversation scientifique* », 5 septembre 2020. 59 mn

Notre société de consommation a déjà affronté de nombreux assauts : certains ont dénoncé ses lacunes, ses béances, les îlots de pauvreté au milieu de la richesse ; d'autres ont vitupéré la barbarie de l'ère industrielle, l'exploitation des individus, la pollution de l'atmosphère et des océans. Mais aujourd'hui, l'argument des « objecteurs de croissance » est plus simple : l'économie a besoin pour croître de ressources, notamment énergétiques ; celles-ci étant limitées, la croissance est une impossibilité physique à long terme. Dès lors, comment pouvons-nous continuer à vouloir l'accroissement de la production, qui implique de surcroît une augmentation de la pollution, une diminution des emplois et même du plaisir à travailler ?

► Transition écologique et action publique : prendre soin des interdépendances

Mathilde François

Partie prenante, septembre 2020.

Avec son regard d'ingénieure agronome, l'auteure porte un regard décentré sur l'action publique locale et ses défis face à la transition écologique. Un défi qu'elle résume en une formule inspirée de Baptiste Morizot : prendre soin des interdépendances. Après avoir interrogé des acteurs qui travaillent aux côtés ou au sein des collectivités territoriales pour la transition écologique, elle en livre ici les différentes déclinaisons possibles.

► Prospective des transitions énergétiques. Entre modélisation économique et analyse des scénarios stratégiques

Patrick Criqui ; Henri Waisman

***Futuribles*, n° 438, septembre-octobre 2020**

Alors que de nombreux pays réfléchissent aux réponses à apporter à la crise économique issue de la pandémie de Covid-19 et que se pose la question de leur articulation avec les stratégies de lutte contre le changement climatique, quel peut être l'apport de la prospective des transitions énergétiques ? Prolongeant la série « Énergie-climat » ouverte dans nos colonnes en mars dernier, Patrick Criqui et Henri Waisman proposent une analyse des différents outils de prospective développés depuis une cinquantaine d'années pour éclairer les décisions en matière de transition énergétique.

Urbain

► Biodiversité, nature et santé : comment la crise sanitaire rebat les cartes du débat ?

Plan urbanisme construction architecture (Puca)

Note d'analyse, #2, septembre 2020. 12 p.

La crise du covid offre un nouvel éclairage sur les termes du débat ville/nature en les complexifiant et en introduisant un sujet que les urbanistes avaient récemment oublié, celui de la santé. Se faisant, elle a permis de casser certains dogmes (comme la densité à tout prix) et elle appelle à un changement de paradigme mettant la biodiversité au cœur de l'aménagement urbain. Une autre lecture de cette

évolution est possible, peut être celle du grand retour de l'hygiénisme dans l'urbanisme. Cette crise a révélé le lien étroit qui existe entre biodiversité et santé, en même temps qu'elle a montré la complexité de ce lien. De même, elle a souligné l'urgence à mobiliser des ressources et définir des mesures pour qu'urbanité, sobriété, biodiversité et santé soient conciliables.

Vieillesse

► Le vieillissement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville - Éclairages sur les départements des Yvelines, les Hauts-de-Seine et du Val d'Oise.

Pôle ressources ville et développement social, SciencesPo Saint-Germain-en-Laye – UVSQ, 2020. 87 p.

En 2017, l'Observatoire national de la politique de la Ville (ONPV) publiait une fiche consacrée au vieillissement dans les quartiers prioritaires. Bien que les quartiers dans les Yvelines, Hauts-de-Seine et Val d'Oise semblent moins concernés que d'autres départements, les professionnels évoquent ce public à travers des questions d'isolement, de mobilité, de santé et de perte d'autonomie. Aussi, le Pôle ressources a missionné un groupe d'étudiants du master 2 « Métiers du politique et gouvernance territoriale » de l'IEP de Saint Germain en Laye, qui ont mené une étude visant à mieux appréhender le sujet du vieillissement dans les quartiers prioritaires de l'ouest francilien : Quelles réalités ? Qu'entend-on par vieillissement ? Quels enjeux pour la politique de la ville ?

► L'étude ► Les focus départementaux

A découvrir



► Nos géographies

France Culture

Une nouvelle émission de France Culture, à écouter le jeudi de 21 h à 22 h, consacrée à la géographie, au cœur des cartes et des territoires.

Première émission : *La géographie, toute une histoire !* avec Philippe Estèbe et Marie-Vic Ozouf-Marignier.



► Si le temps le permet. Enquête sur les territoires anthropocènes

Stéphane Cordobes

Berger Levrault, août 2020. 156 p.

Ce travail de recherche mené à Saint-Pierre-et-Miquelon est à la fois une enquête prospective originale et un manifeste.



► Planification urbaine. La ville en devenir

Xavier Desjardins

Armand Colin éd., août 2020. 240 p.

Cet ouvrage présente concrètement les outils de la planification, les met en perspective et les replace, par l'adoption d'un point de vue critique, dans les principaux débats actuels.

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)